

ALGER

الجزائر
الجمهورية

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Comment-le-Sommet-des-Ameriques-a.html>

Comment le Sommet des Amériques a écrit l'histoire (tout ce que ne vous a pas dit « Courrier international »)

- Actualité politique internationale - , Amérique Latine -
Publication date: dimanche 19 avril 2015

Description:



Le Sommet des Amériques a écrit l'histoire

En occident la gauche a renoncé à démocratiser la propriété des médias. Les grands groupes privés sont libres d'imposer leur image du monde. Depuis que le Venezuela construit la démocratie participative, les médias personnalisent le processus : « Chavez ceci, Maduro cela », « populiste », « dictateur », « iranien »... voici donc la révolution par ceux qui la font et qui la pensent de l'intérieur, loin de l'AFP ou de Reuters...

Thierry Deronne, Caracas,

in Venezuela infos

15 avril 2015

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

En occident la gauche a renoncé à démocratiser la propriété des médias. Les grands groupes privés sont libres d'imposer leur image du monde. Depuis que le Venezuela construit la démocratie participative, les médias personnalisent le processus : « Chavez ceci, Maduro cela », « populiste », « dictateur », « iranien »... voici donc la révolution par ceux qui la font et qui la pensent de l'intérieur, loin de l'AFP ou de Reuters...

Démontez la désinformation de Courrier International [1] et la "chargée de l'Amérique Latine" Sabine Grandadam vous répondra qu'il n'y a pas de désinformation puisque ses sources sont "pluralistes".

Tout comme Thomas Cluzel (France-Culture), auteur d'un record de mensonges en cinq minutes [2] : "Je ne fais qu'une revue de presse internationale". Tout le monde sait pourtant que l'information est passée sous le contrôle de grands groupes privés et que sous l'apparente "diversité" il y a peu de chances de trouver une dissonance avec la doxa. Ainsi, l'internationale médiatique fait campagne contre des États souverains comme l'Équateur, le Venezuela ou l'Argentine parce qu'ils font ce que toute démocratie doit faire : équilibrer la propriété des médias, desserrer l'étouffement du monopole privé en permettant aux secteurs public et associatif d'exister à parts égales [3]. Une évidence difficile à comprendre pour Cluzel ou Grandadam puisque leur survie dépend sans doute du fait qu'ils ne la "comprennent" pas.

Pour nous parler du récent Sommet des Amériques en tout "pluralisme" [4], Courrier International a choisi cinq sources :

-1- El Nuevo Herald (États-Unis, droite souvent extrême, en pointe contre la gauche latino, propriété de la McClatchy Company, groupe propriétaire de 31 autres publications,)

-2- El Universal (Venezuela, droite, propriété de l'entreprise privée espagnole Torreangulo Arte Gráfico et de Industrias Gráficas Bohe).

-3- El País (Espagne, autre fer de lance des campagnes contre la gauche latino, propriété du groupe PRISA. Impliqué dans le coup d'État d'avril 2002 contre le président Chavez [5], ce groupe est actionnaire à 12% du Monde et propriétaire de dizaines de télévisions, radios, revues, journaux dans 22 pays d'Amérique Latine et d'Europe).

-4- Daniel Lansberg-Rodriguez, politologue étasunien connu pour sa critique du "totalitarisme constitutionnel" de la gauche latino-américaine.

-5- Foreign Policy (États-Unis, droite, propriété de Graham Holdings Company, conglomérat propriétaire de The Washington Post, Newsweek., Slate, Graham Media Group, chaînes de télévisions, entreprises privées de santé, etc..)

Aucun média de gauche. Aucun média public. Aucun média associatif. Aucun gouvernement progressiste. Aucun des mouvements sociaux organisateurs du Sommet des Peuples qui ont travaillé parallèlement au Sommet des chefs d'État, sur des thèmes aussi anodins que la lutte pour l'emploi, le travail et un salaire digne, la sécurité sociale, les retraites, les négociations collectives, la syndicalisation, le droit de grève, la santé au travail, les droits économiques et sociaux, le respect des migrants et des afro-descendants, l'éradication du travail des enfants et de l'esclavage, l'égalité de genre, et dont les porte-paroles étaient pourtant accessibles à tout instant.



<dl class='spip_document_1185 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;width:523px;'>

Le "*pluralisme*" de Courrier International sur le Sommet des Amériques, ce sont les médias conservateurs, privés, de préférence étasuniens.

L'article qui en résulte [6], c'est un peu le "*plan média*" de Washington : il fallait tout miser sur la photo de la poignée de main Obama-Castro pour redonner un look actif à la fin de mandat plutôt frustrante de l'occupant de la Maison Blanche. En réalité, ce n'est pas grâce à Barack Obama que Cuba était présent pour la première fois depuis 1962 à un sommet de l'OEA mais sous la pression constante, unitaire, des gouvernements latino-américains. Dans son intervention, Cristina Fernández a rappelé :

« *Cuba est aujourd'hui parmi nous parce qu'il a lutté pendant 60 ans avec une dignité sans précédents* ».

Obama, lui, n'avait rien apporté de neuf : dans les "*mois qui viennent*" il devrait en principe étudier la levée de l'embargo toujours en vigueur et fermer Guantanamo, base militaire et centre de tortures installée sur le territoire

cubain.

Face au rejet unitaire par la CELAC, l'UNASUR,

<dl class='spip_document_1186 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

Obama

l'ALBA, PetroCaribe, le Groupe des 77 + la Chine et le Mouvement des Non-Alignés du décret traitant le Venezuela de "menace pour la sécurité des États-Unis", Obama avait tenté in extremis de limiter les dégâts en divisant les latino-américains : La veille du Sommet, il déclarait que tout compte fait, "*le Venezuela n'est pas une menace*". Mais les latino-américains pensent aussi. Pendant le Sommet, Barack Obama a dû écouter la dénonciation unanime de la violation du droit international que représente son décret. Il finira par abandonner l'assemblée plénière avant que Cristina Fernández n'intervienne : « **La première chose que j'ai faite en apprenant l'existence de ce décret, ce fut de rire. Une menace ? C'est incroyable. C'est ridicule. Le général Perón disait qu'on revient de partout, sauf du ridicule** ».

Dès l'extinction des feux médiatiques, la sous-secrétaire d'État Roberta Jacobson a rappelé que Washington ne reviendra pas sur le décret contre le Venezuela. Démentant les propos d'Obama sur la fin des ingérences, le Pentagone renforce sa présence en Colombie, au Honduras et au Pérou, déploie la IVe flotte, multiplie les opérations secrètes et l'espionnage des télécommunications.

Mais puisqu'il faut à tout prix "*sauver le soldat Obama*", Courrier International martèle la vulgate : les militaires et civils arrêtés au Venezuela parce qu'ils préparaient un coup d'État l'ont été pour leurs "*opinions*". Nul doute que si Salvador Allende et d'autres président élus démocratiquement avaient réussi à empêcher les coups d'État planifiés par Washington en faisant arrêter les Pinochet et consorts, Courrier International aurait lancé une campagne pour la libération de ces "prisonniers politiques". [7]

Bref, oublions cet hebdomadaire qui n'a de valeur que comme témoin d'une nord-américanisation médiatique en France, et revenons au réel latino-américain, plus que copieux.

Un mouvement irréversible

Le véritable événement du Sommet des Amériques 2015, ce n'est bien sûr pas une photo, fût-elle celle d'Obama-et-Castro. C'est l'irréversibilité du mouvement de fond entamé en 2001 sous l'impulsion de Chavez, Kirchner et Lula, lorsque fut enterré le Traité de Libre Commerce que voulaient imposer les États-Unis, le Mexique et le Canada. « **Qu'il est loin ce décembre 1994, note la journaliste argentine Telma Luzzani, quand Bill Clinton annonçait que les pays du continent américain devraient tous faire partie de l'ALCA, un seul marché sans barrières !** » [8].

21 ans plus tard, une CELAC indépendante remplace une OEA sous influence de Washington. L'UNASUR demande aux États-Unis de retirer ses bases militaires [9] ; L'Amérique Latine signe d'importants accords de coopération avec la Chine et les BRICS ; La Banque du Sud est sur le point d'être inaugurée. Pour le politologue argentin Juan Manuel Karg, le fait que les États-Unis et le Canada refusent de signer le document approuvé à l'unanimité par les 33

chanceliers d'Amérique Latine et des Caraïbes souligne cette distance croissante entre Nord isolé et Sud unifié de l'Amérique [10].



Le Sommet des Amériques a écrit l'histoire

Même la tentative d'Obama d'affaiblir PetroCaribe en profitant de la baisse des cours du pétrole n'a pas fonctionné : c'est d'une voix pratiquement unanime que les États des Caraïbes ont salué les bienfaits économiques et sociaux du programme de solidarité énergétique lancé en 2005 par Hugo Chavez.

La propagande peut-elle arrêter l'Histoire ? C'est ce que croit encore Paulo Paranagua qui avait promis aux lecteurs du "Monde" qu' "Obama arrivait en position de force face à une Amérique Latine divisée" (sic). La même obsession du contrepied lui avait fait écrire à la mort de Hugo Chavez que "celui-ci avait nui à l'unité latino-américaine" au moment précis où l'ensemble des gouvernements, y compris de droite, ainsi que des organismes d'intégration et des mouvements sociaux du continent saluaient "l'oeuvre du principal artisan de l'unité latino-américaine"... [11]

Une dimension populaire invisible pour les médias

Il y a eu, aussi, cet immense contraste dont aucun média occidental n'a rendu compte : d'un côté la dialectique entre peuples et leaders progressistes d'Amérique Latine ; de l'autre, la solitude des pouvoirs du Nord. Pendant qu'Eduardo Galeano accomplissait son dernier geste public en signant l'appel à déroger le décret d'Obama, à Caracas Evo Morales le signait aux côtés de Nicolas Maduro, face à des milliers de vénézuéliens.

[>](IMG/jpg/ag_8678142862650311-632x752.jpg "JPEG - 82.5 ko")



Le peuple de Caracas dans la rue pour appuyer la remise des 10 millions de signatures contre le décret d'Obama



Dès son arrivée à Panama, le président bolivarien est allé à la rencontre d'autres invisibles des médias : les familles des milliers de victimes massacrées par les soldats étasuniens lors de l'invasion de Panama le 20 décembre 1989. Dans le quartier martyr de El Chorrillo, Maduro a reçu du « *même peuple* » qu'à Caracas 2000 signatures de plus contre le décret Obama et une lettre des familles des victimes de l'invasion, qu'il a remis au président Obama.



Invasion de Panama en décembre 1989. Bilan : près de 5000 morts.



Au Sommet des Peuples organisé en parallèle à l'officiel, Maduro, Morales et Correa ont poursuivi leur dialogue avec les mouvements sociaux. "L'important n'est pas de voter tous les cinq ans, mais d'être tous les acteurs actifs des

décisions politiques" a rappelé le président vénézuélien. Pendant ce temps, dans un couloir du Sommet des États, le président mexicain, qui mène dans son pays - avec l'appui en armement des États-Unis - une destruction systématique des mouvements sociaux (dont le massacre de Ayotzinapa n'est que la pointe émergée) s'offrait un selfie avec l'empereur de la transnationale Facebook.

Douze dirigeants politiques latino-américains exigent l'abrogation du décret Obama lors de la séance plénière du 11 avril 2015. [12]



L'Équateur.

Le président de l'Équateur, Rafael Correa, a été le premier à s'exprimer avec force, exigeant l'abrogation du décret Obama : « le décret pris par le président Obama contre le Venezuela, viole de manière flagrante le droit international, et plus précisément, la teneur de l'article 3 de la Charte de l'OEA. En réponse, les pays de la région ont massivement rejeté ce décret et ont également demandé son abrogation. Désormais, nos peuples n'acceptent plus les mises sous tutelle, les ingérences et les interventions dans leurs affaires intérieures ». Rappelant les morts du quartier El Chorrillo (1989) lors de l'intervention des USA destinée à chasser du pouvoir le dictateur Manuel Noriega - qu'ils avaient dans un premier temps imposé - Rafael Correa a relevé que « la mémoire collective des peuples de ce continent est saturée des abus et des ingérences ».

Le Brésil.

La présidente en exercice Dilma Rousseff a signalé :

« la dynamique en cours, des relations au sein de l'hémisphère, n'admet plus les mesures unilatérales et les décisions politiques qui sont prises sous le sceau du secret. Parce qu'en général, elles s'avèrent être contre-productives et inefficaces. Par conséquent, nous rejetons l'adoption de sanctions contre le Venezuela. Le contexte dans lequel ce pays frère évolue, requiert la modération, mais aussi le rapprochement des positions de toutes les parties concernées. C'est dans ce but, que l'Unasur travaille, afin d'appuyer le dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition vénézuélienne. Nous nous employons également à faire en sorte que toutes les parties respectent les règles démocratiques inhérentes à l'État de droit. »

Cuba.

Raul Castro, président de Cuba a dit sous les applaudissements que

« le Venezuela n'est pas et ne peut représenter une menace pour la sécurité nationale d'une super-puissance comme les USA. Il est bon que le président nord-américain l'ait reconnu. Je réaffirme notre soutien résolu et loyal à la République Bolivarienne soeur, du Venezuela, à son gouvernement légitime, à l'union civico-militaire dirigée par Nicolas Maduro. Mais aussi au peuple bolivarien et chaviste qui lutte, tout en suivant sa propre voie ; qui fait face aux tentatives de déstabilisations, aux sanctions unilatérales dont nous réclamons la levée. »

Raul Castro a conclu en demandant

« l'abrogation du décret - même si c'est difficile légalement - que notre communauté interpréterait comme une contribution au dialogue et à la compréhension mutuelle au sein de notre hémisphère. Nous savons ce qui se passe ... il est également probable que de tous les pays réunis ici, c'est nous qui comprenons le mieux le processus en cours au Venezuela. Il en est ainsi, non pas parce que nous cherchons à nous immiscer, non pas parce que nous nous efforçons d'exercer notre influence, sur le cours des choses. Il en est ainsi non pas parce qu'on nous rapporte tout ce qui se déroule là-bas. Nous savons tout cela, car nous sommes passés par les mêmes épreuves que le Venezuela en ce moment. Et il est en train de subir des agressions identiques à celles dont nous avons eu à souffrir ! En tout cas une bonne part d'entre elles. »

L'Argentine.

Pour sa part, la présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner, s'est prononcée d'une manière forte contre les sanctions prononcées par Obama : *« Il est honteux que le déroulement de ce Sommet soit entaché par cette décision. Nous demandons de conserve avec les autres pays frères, que ce décret soit écarté. Toutefois, je n'en appellerai pas à la souveraineté, et ne verserai pas non plus de larmes. Je m'appuierai sur le bon sens. Le général Perón disait que l'on peut revenir de tout, sauf du ridicule. Et il est absolument ridicule de considérer que l'un d'entre nous, constituerait une menace. Je suis par ailleurs satisfaite de participer en ma qualité de présidente à la dernière réunion de ce sommet, car il s'agit d'un événement historique. Pour la première fois en effet, le Sommet des Amériques reçoit Cuba »*

Il faut préciser que lors de cette intervention, Obama avait déjà quitté la séance plénière.

« Nous en étions là, quand survint soudainement la nouvelle de la signature de ce décret, déclarant que la République Bolivarienne soeur du Venezuela, représentait une menace pour la sécurité des USA. Je dois vous avouer qu'à l'écoute de cette annonce, je me suis dit : il y a une erreur. Ils doivent vouloir dire qu'ils ne sont pas d'accord avec la politique menée ; qu'ils condamnent cette politique. Mais non. On m'a remis le document. Une

menace pour la sécurité des États-Unis. La première réponse qui me soit venue à l'esprit, n'a pas été une flamboyante répartie anti-impérialiste. J'ai éclaté de rire. Il est hautement improbable -cela frise le ridicule- que le Venezuela ou l'un des pays de notre continent puisse représenter une menace pour la première puissance du monde ».

*« Au-delà de l'idée que nous nous faisons des USA, on ne peut manquer de reconnaître que ce pays est la plus grande puissance sur les plans militaire, économique, financier et scientifique. Il est pourvu d'un budget militaire s'élevant à 640 milliards de dollars. Dans ces conditions, les États-Unis devraient combattre d'une manière effective le narcotrafic et l'immigration illégale ». La présidente a comparé ce budget militaire à celui du Venezuela qui y consacre quant à lui, « 1 ou 2 milliards de dollars, voire un peu plus ». Cristina Fernandez de Kirchner a questionné : « **comment concevoir que le Venezuela représente une menace pour la plus grande puissance du monde ?** ».*

Elle a également rappelé, qu'Obama lui-même se vantait devant ses compatriotes que son pays était le plus puissant de la planète ; que son budget militaire dépasse de 20 fois celui de l'Iran.

« Personne ne peut croire à cette menace du Venezuela. Tout comme personne ne peut envisager que l'Argentine représenterait une menace pour le Royaume-Uni ». Elle se référait ici à cette revendication historique de l'Argentine qui réclame la souveraineté sur les Iles Malouines (enjeu d'un affrontement militaire entre les deux pays en 1982). « J'ai été frappé par la similitude et la simultanéité de ces deux prises de position », a-t-elle conclu.

Trinidad et Tobago.

De même, Madame Kamla Persad-Bissessar, le premier ministre de Trinidad y Tobago a fait observer que la célébration de l'accueil de Cuba à ce Sommet des Amériques, coïncide avec la signature du décret visant le Venezuela.

« Président Maduro, je demande qu'une fois encore, nous élevions collectivement et individuellement notre voix. En tant que nations de la région, nous nous devons d'élever notre voix contre ce décret, dont vous nous avez rappelé qu'il existe un précédent, qui a été suivi d'une invasion. Bien que ce décret n'ait pas été accompagné d'une déclaration de guerre, ou de tout acte du même genre, cette initiative nous inquiète au plus haut point ».

« Je souhaite ajouter que lorsque les « éléphants » se mettent à jouer et à danser, c'est l'herbe qu'ils foulent qui en pâtit. Nous autres au Caricom, sommes nous cette « herbe menue ? » Nous sommes de petits pays, très soucieux de leur indépendance, et très en faveur de la démocratie et de la primauté du droit. Il en résulte que nous croyons à la souveraineté des nations, c'est pourquoi nous sommes avec vous, Président Maduro. En défense de votre souveraineté, de votre droit à l'autodétermination. Mais aussi pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par ailleurs, je demande que tout le monde autour de cette table, en parle et croit en cela. Il faut faire ce que nous avons à faire, dès maintenant, et agir de notre mieux, afin d'aboutir à l'élimination de ce décret ».

Kamla Persad-Bissessar a également souligné que tous les pays membres de la Celac (Communauté d'États latino-américains et caraïbes) ont signé la demande d'abrogation de ce décret ; que la Caricom (Communauté caribéenne) est constituée de 14 des 33 nations faisant partie de cette organisation. Le Sommet des Amériques réunit quant à lui, 35 nations, à quoi il convient d'ajouter les USA et le Canada : « 33 d'entre elles ont déclaré que le décret était inutile et qu'il devait être retiré. Nous travaillons dans ce sens. Caricom a du poids : presque la moitié des pays constituant la Celac et le Sommet des Amériques. Ainsi donc, bien qu'étant de petits pays, nous nous faisons entendre parce qu'en la matière, nous sommes unis ».

La Bolivie.

Le président bolivien, Evo Morales a prononcé un discours fortement anti-impérialiste. A trois reprises, il a soulevé la question du décret de Barack Obama visant le Venezuela.

« Aujourd'hui, ce sont nos peuples qui écrivent l'histoire. Sur le plan politique, économique et militaire, notre Amérique latine et les Caraïbes, ont longtemps été prises en otage par l'Empire, en vertu de la doctrine Monroe nord-américaine : « L'Amérique aux Nord-américains ». Nous ne voulons plus de Monroe sur notre continent. Nous ne voulons plus de doctrine Truman, plus de doctrine Reagan, plus de doctrine Bush. Nous ne voulons plus de décrets présidentiels, plus d'ordres de l'exécutif, qui déclarent que nos pays représentent une menace. Nous ne souhaitons plus être mis sous surveillance, que nos téléphones soient piratés, que l'on séquestre des avions présidentiels. Nous voulons vivre en paix. Laissez-nous vivre en paix ! »

« De quelle démocratie parle-t-on, lorsque l'on transforme un peuple révolutionnaire tel que celui du Venezuela, en une menace pour la sécurité nationale ? Le peuple vénézuélien, tout comme ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes, ne représentent une menace pour quiconque. La solidarité, la justice, l'égalité, les idées, sont nos seules armes. Nous luttons pour que nos concitoyens puissent jouir d'une vie décente, digne d'un être humain. Selon cette logique, tous les gouvernements d'Amérique latine représentent une menace évidente pour la sécurité des USA ! La menace qui pèse sur les USA, ne provient d'aucun des peuples de l'Amérique latine. Elle est le résultat de leurs propres erreurs, de leur condition d'empire et de leur capacité à déclencher partout des guerres, là où la paix devrait régner ».

Evo Morales a également dénoncé le fait « qu'il n'est pas possible pour eux (les USA) d'expulser du Sommet, l'ensemble de nos mouvements sociaux. 33 pays appuient le Venezuela, et qu'un ou deux pays appuient le décret qui menace non seulement le Venezuela, mais aussi toute l'Amérique latine et les Caraïbes. Soeurs et frères : puisque les USA sont l'une des plus grandes puissances du monde, alors je prie le Président Obama de faire en sorte que l'Amérique soit un continent de paix et de justice sociale. Président Obama, si vous considérez être le dirigeant d'une puissance planétaire, je vous demande de protéger la Terre Mère, pour que l'Humanité puisse être sauvée ».

L'Uruguay.

Le président uruguayen Tabaré Vasquez a condamné la menace latente que les USA font planer sur le droit à l'auto-détermination des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il a également prôné le respect des principes garantissant la pleine expression du droit international, tout en exigeant la non ingérence dans les affaires intérieures des pays. Il a aussi émis le vœu que l'on travaille au règlement pacifique des différends.

Tabaré Vasquez a par ailleurs précisé qu'il était impossible de ne pas inclure à l'ordre du jour de cette assemblée plénière, l'agression commise contre la souveraineté du Venezuela, faisant suite à la signature du décret pris par le président des USA, Barack Obama, le 9 mars dernier. « Pour le dire brièvement et clairement : comme nous l'avons d'ores et déjà exprimé à l'occasion de rencontres bilatérales ou multilatérales -UNASUR et OEA- nous rejetons le

décret du Gouvernement des États-Unis, ce qui illustre bien notre engagement en faveur du plein respect du droit international, du règlement pacifique des différends, mais aussi du principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays ».

Tout en soulignant qu'en absence de discussion, il n'y aura pas d'issue possible, le président Vasquez a précisé : « Pour le Venezuela, nous appelons au dialogue, toutes les parties en présence ». Le président uruguayen a réitéré son appel à ce que les gouvernements s'abstiennent d'appliquer des mesures coercitives et unilatérales, qui contreviennent au droit international. Il a aussi rendu hommage au rétablissement des relations entre Cuba et les USA, la participation de l'île à ce Sommet en étant l'une des manifestations : « Il convient également de le garder à l'esprit. Nous saluons la présence de Cuba à ce Sommet, dont elle n'aurait jamais dû être absente ». Vasquez s'est également félicité de l'ouverture d'un dialogue de paix entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Des conversations qui se déroulent depuis 2012, à la Havane.

Le Salvador.

Le président salvadorien, Salvador Sanchez Ceren, a réclamé l'abrogation du décret signé par le président Obama, le 9 mars dernier.

« Je ne peux manquer de noter, a-t-il dit, que les récentes mesures récemment prises par les USA contre le Venezuela, ont aggravé les tensions entre les deux nations. Ces mesures ont également un impact sur le climat de paix et de concorde, que nous promouvons en Amérique latine. Il est important de se rappeler que tout au long de notre histoire, aucune des mesures unilatérales prises par un État contre un autre n'a résolu quoi que ce soit. Bien au contraire, les problèmes se sont approfondis. Par conséquent, en vertu de ce constat, et invoquant le principe de l'auto-détermination des peuples, nous considérons que le décret récemment pris contre le Venezuela devrait être annulé ».

Le président a par ailleurs fait ressortir la participation de Cuba à ce Sommet, pour la première fois depuis son exclusion de l'OEA en 1962.

« Pour la première fois, tous les pays de l'Hémisphère sont réunis, pour atteindre un objectif commun, et travailler conjointement pour le bien-être de nos peuples ». Le président a également salué les progrès accomplis par l'île et le Gouvernement des États-Unis, en vue du rétablissement des relations diplomatiques entre les 2 pays. Et ce, après 50 années d'hostilités entretenues par les USA contre Cuba.

Antigua y Barbuda.

Le premier ministre d'Antigua y Barbuda, Gaston Browne, a condamné samedi le décret pris par le président des États-Unis Barack Obama, par lequel il déclare que le Venezuela représente « une menace » pour la sécurité nationale, et la politique étrangère de son pays. Une action qui a été condamnée par nombre de gouvernements et d'organisations d'intégration dans le monde. Il s'est également félicité du rétablissement des relations entre les USA

et Cuba, et de la participation à ce Sommet, de cette île des Caraïbes. G Browne a appelé les pays de l'hémisphère à travailler de manière conjointe, pour lutter contre la pauvreté et offrir des emplois décents à tous ceux qui font partie de ce continent. « **Continuons à travailler ensemble, solidairement, pour le progrès des peuples de cet hémisphère** » a-t-il conclu.

Le Nicaragua.

Le président du Nicaragua, Daniel Ortega a observé que le décret pris par le président des États-Unis, Barack Obama contre le Venezuela, a mis à mal le consensus qui aurait pu conduire à la déclaration finale de ce VIIe Sommet des Amériques (Panama), rassemblant 35 nations du continent.

« Qui est le provocateur ? Les USA. Qui a fait du mal à ce Sommet ? Les USA. Pourquoi ce Sommet ne se termine-t-il pas, par une déclaration finale ? A cause des USA. Qui a fait du mal à ce Sommet en focalisant sur lui, les préoccupations politiques de ce Sommet ? C'est le décret. Par conséquent, ce dernier a empêché d'aboutir à tout accord sur une résolution commune. »

Le président a dédié une grande partie de son discours à l'énumération des nombreuses interventions et invasions visant les pays de l'Amérique centrale, dont les USA ont été les auteurs. Il a par ailleurs écarté l'hypothèse selon laquelle ces dernières se justifiaient du fait de la Guerre Froide, parce que la plupart ont été perpétrées, bien avant la création de l'Union soviétique. Il a précisé que le décret d'Obama est alarmant parce qu'il se situe dans le droit fil de ces ingérences et interventions.

Daniel Ortega a aussi rappelé les propos du président du Panama, Juan Carlos Valera : 97% du document final résultent d'un consensus sur les aspects économiques, sociaux et autres thèmes abordés. Toutefois, les 3% restant, relatif au volet politique ont été rejetés par les USA. Le président du Nicaragua a également insisté sur le fait que le décret Obama remettant en cause la souveraineté du Venezuela, est un coup porté à l'Amérique tout entière.

Il a en outre observé que le rétablissement des relations entre Cuba et les USA, peut être interprété comme un geste d'Obama. « **Indubitablement, toute l'Amérique latine se sent concernée par ce geste. (...) Cependant, les USA se retournent maintenant contre le Venezuela, au prétexte que ce ne serait pas un pays démocratique . Un pays dans lequel se sont déroulées 20 consultations électorales, ne serait pas une démocratie ? Le Venezuela incarne désormais le mal. On tend la main à droite, et l'on porte un coup à gauche** ».

San Vicente et las Granadinas

Ralph Gonsalves, premier ministre, a exprimé sa préoccupation

« face aux actions exécutives qui traitent la République du Venezuela comme une menace, et face aux sanctions, qui marquent un continuel manque de respect pour l'autonomie de ce pays. La situation qui menace le Venezuela nous menace tous. Le Venezuela a été et reste un partenaire, un ami, un pays qui a travaillé pour la paix et l'intégration entre toutes les nations d'Amérique. Caractériser le Venezuela comme une menace ou Cuba comme pays pro-terroriste, sont des mensonges ».

« Les blocus et les décrets sur des menaces attentent contre notre idéal de prospérité, de développement conjoint et de collaboration que nous appuyions ici , où nous avons besoin de respect et de dialogue ».

Jamaïque

Portia Simpson-Miller, premier ministre : « Les accords offerts par le gouvernement du Venezuela à travers Petrocaribe sont un des meilleurs exemples de coopération nord-sud et résumant bien l'esprit de ce sommet : prospérité avec équité. Nous voudrions profiter de cette occasion pour remercier une fois de plus le président Maduro pour cet appui continu apporté par le Venezuela à notre pays ».

Haïti

Michel Martelly, président :

« Je voudrais profiter de cette tribune pour rendre un grand hommage au peuple et au gouvernement du Venezuela, en particulier au président Maduro, et lui donner nos remerciements pour l'alliance et la solidarité exprimées concrètement travers des programmes comme PetroCaribe initié par feu le Président Hugo Chávez Frías. Ce programme dont bénéficient une grande majorité de peuples des Caraïbes et de l'Amérique centrale, constitue une aide inestimable pour le peuple d'Haïti, sans lui nous n'aurions pas été en mesure de faire face à des besoins fondamentaux ».

Thierry Deronne, Caracas,

15 avril 2015

Traduction des interventions des chefs d'État : Jean-Marc del Percio

[1] « Courrier International », le produit offshore du « Monde », 18 février 2015, <https://venezuelainfos.wordpress.co...>

[2] Thomas Cluzel ou l'interdiction d'informer sur France Culture, 12 mars 2015, <https://venezuelainfos.wordpress.co...>

[3] C'est selon la loi ce que devrait faire le CSA en France. Il est vrai que malgré quarante ans de théorie critique des médias, la gauche occidentale n'a pas eu le courage de passer à la pratique et de démocratiser la propriété des médias... hâtant ainsi sa propre disparition.

[4] "Diplomatie : une poignée de main historique entre Obama et Castro", <http://www.courrierinternational.co...>

[5] Voir à ce sujet l'étude du conseiller parlementaire espagnol José Manuel Fernández (Izquierda Unida) : "Prisa por el Golpe", <http://www.ehu.eus/mediaberri/00tik...%20IU%20venezuela.htm>

[6] "Diplomatie : une poignée de main historique entre Obama et Castro", <http://www.courrierinternational.co...>

[7] Sur ce coup d'État, lire le récit d'Ignacio Ramonet, La tentative de coup d'Etat contre le Venezuela, 7 mars 2015, <https://venezuelainfos.wordpress.co...>

[8] "EE.UU ya no marca la agenda", <http://www.pagina12.com.ar/diario/e...> Luzzani

[9] L'UNASUR exige des États-Unis qu'ils retirent leurs bases militaires d'Amérique Latine 5 avril 2015, <https://venezuelainfos.wordpress.co...>

[10] Les États-Unis ont motivé leur refus par leur désaccord avec six points : le transfert de technologies sans conditions, le combat contre le changement climatique, la reconnaissance de la santé comme droit humain, l'accès sûr et fiable aux technologies de l'information et le respect de la privacité, et l'annulation du décret Obama contre le Vénézuéla. Lire aussi de Juan Manuel Karg, América Latina después de Panamá, <http://alainet.org/es/articulo/168918>

[11] Lire « L'Amérique Latine et les Caraïbes saluent le principal artisan de l'unité continentale », par Maurice Lemoine, <https://venezuelainfos.wordpress.co...>

[12] <http://albaciudad.org/wp/index.php/...>